

Appel de Toulouse pour le droit à l'éducation en Palestine

lundi 23 octobre 2006, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2006).

En 2006 les universités n'ont obtenu aucune dotation. Cette situation va peser sur les années à venir, la formation d'enseignants et de médecins va être compromise. Elle va peser aussi sur la vie démocratique du pays car les universités sont des lieux d'apprentissage de la démocratie.

Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes

CICUP, c/o C.I.C.P., 21 ter rue Voltaire. 75011 PARIS

Malgré le silence des grands médias et de nos institutions nationales et européennes, la situation dans les territoires palestiniens sous occupation est chaque jour plus grave, c'est une catastrophe humanitaire.

L'offensive militaire israélienne « Pluie d'été » a frappé et continue de frapper une société déjà durement affectée par le blocus économique mis en place suite aux élections de mars qui ont porté le Hamas au pouvoir.

Ce blocus opère toujours : l'union européenne et les USA ont gelé leurs subventions ; Israël retient le produit des taxes sur les marchandises ; sous la pression des USA les banques arabes à l'étranger ne remettent plus de fonds à l'Autorité palestinienne. A Gaza, une des régions les plus peuplées du monde, le siège israélien est tel que la population est au bord de la famine. Les rares moyens que les habitants avaient de gagner leur vie ont disparu. Dans un rapport récent, la Banque mondiale affirme que la Cisjordanie et la bande de Gaza seront confrontées à une année de récession économique sans précédent.

En 2006, les revenus réels diminueront d'au moins un tiers et la pauvreté affectera près de deux tiers de la population. A ce blocus économique, s'ajoutent les destructions d'infrastructures civiles, y compris écoles et universités, les bombardements quotidiens et les incursions de l'armée israélienne qui visent à terroriser la population civile. Cette tragédie est occultée par les médias occidentaux qui focalisent l'attention de la population mondiale sur les guerres du Liban et d'Irak.

Cette situation a des conséquences désastreuses sur le droit à l'éducation. Début septembre, la rentrée scolaire a été marquée par une grève des professeurs qui réclament leurs salaires impayés depuis plus de 7 mois. En ce qui concerne l'enseignement supérieur ce secteur a été dramatiquement touché par l'occupation militaire, les couvre-feux, la construction du mur, la fragmentation de Jérusalem et les destructions d'infrastructures auxquelles s'ajoutent maintenant les obstacles aux communications via Internet. A l'isolement des établissements universitaires au sein des territoires sous occupation, s'ajoute l'isolement international, les enseignants palestiniens peuvent de moins en moins sortir. Le nombre de projets internationaux se réduit fortement ainsi que les financements. Avant le boycott de l'Autorité palestinienne par les instances internationales, cette

dernière attribuait une dotation permettant 3 mois de fonctionnement par université. En 2006 les universités n'ont obtenu aucune dotation. Cette situation va peser sur les années à venir, la formation d'enseignants et de médecins va être compromise. Elle va peser aussi sur la vie démocratique du pays car les universités sont des lieux d'apprentissage de la démocratie.

Ce qui se déroule en ce moment, n'est pas une guerre, c'est l'anéantissement d'une population civile exposée sans défense à la cinquième armée du monde. Dans ce contexte, nous, universitaires du CICUP (Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes), appelons nos collègues à rompre le mur du silence :

- en développant l'information sur la situation du droit à l'éducation en Palestine occupée dans leurs établissements
- en développant les actions de solidarité et de coopération avec la communauté éducative palestinienne (coopérations, jumelages, invitations de collègues,...)
- en interpellant les élus pour faire cesser cette situation scandaleuse.

Les Palestiniens contraints par la communauté internationale à renoncer à une partie de leur territoire au profit de l'état d'Israël, devraient, en vertu des conventions de Genève et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, bénéficier de l'appui de celle-ci quant au respect des droits reconnus à tous les êtres humains. Le respect des droits nationaux du peuple palestinien doit conduire à l'application de toutes les résolutions des Nations Unies.

Les crimes commis par l'armée israélienne doivent être punis.

Avec le soutien du Collectif Palestine 31 : *Association des Palestiniens 31, AFPS, CCFD, CCIPPP, GUPS, LDH, Mouvement de la Paix (Comité départemental 31), MRAP, Terre et Horizon, FSU, Solidaires, UD-CGT, LCR, Motivé-e-s, PCF, Les Verts ; ainsi que l'association Amitié France Tunisie, CHAMS (Connaissance de l'Homme afin d'entreprendre des Actions Mondiales Sensibles en faveur de la paix), APJ (Association des américains pour la paix et la justice), le CVPR-PO (Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient), les Enseignants pour la Paix de Midi-Pyrénées et l'AAW (American Against War, Paris).*